

19 au 23 avril : Strasbourg

Dernière « vraie session » du PE. En effet la prochaine sera consacrée à l'accueil des nouveaux entrants. Du coup, il y a énormément de votes à faire, quantité de rapports arrivant tardivement devant le Parlement.

Lundi 10 :

16 heures : réunion du groupe. Vula Tsetsi, la co-secrétaire générale du groupe, nous présente un projet de « contrat Vert » pour les élections européennes, à boucler dans la semaine. Une sorte de réserve à idées pour tous les partis Verts. (NB du 2 mai : on le trouve dorénavant sur le site de la campagne européenne des Verts français).

17 heures : début de la session. Esclandre : manoeuvres du PPE pour bloquer la prise en compte d'un rapport qui dénonce le monopole de Berlusconi sur les médias en Italie (rapport sur les libertés en Europe). C'est du grand cirque. Finalement, ils perdront !

A mentionner : la publication par la GUE d'une brochure « UE / attaque à la liberté » sous-titre : l'anomalie italienne et le contrôle des médias par Berlusconi

Mardi 20

Matin :

Le Président des questeurs organise une réunion pour les sortants. J'apprends que je garde à vie le droit d'entrée au PE, comprenant l'utilisation d'un bureau de passage ! Cela permet de garder des liens avec le groupe, de passer le relais sur les dossiers en cours et de faire « l'agent de liaison » avec les Verts français.

Mardi soir :

Midi : votes...

Après-midi : 16 à 17 heures : *rencontre avec des auteurs/acteurs du plan de Genève* : Avraham Burg, ancien Président de la Knesset et Yasser Abed Rabbo, ancien ministre de la culture et de l'information de l'Autorité Palestinienne.

A retenir des propos de Burg : sa grande lassitude par rapport aux travaillistes israéliens. Mais aussi sa recommandation de multiplier les résolutions plaidant pour une solution bilatérale (à l'opposé de l'unilatéralisme radical de Sharon en ce moment). Pour lui, aucune solution ne sera possible tant que les Républicains seront au gouvernement aux USA. Il est opposé aux sanctions envers Israël (il faut « carottes et carottes »). Il croit toujours que le potentiel pour une solution rationnelle au conflit est là. Israël doit quitter tous les territoires.

Quant à Yasser Rabbo, il nous a expliqué en quoi le retrait unilatéral de Gaza était une illusion. Gaza, c'est 350 km<sup>2</sup> dont toutes les frontières sont contrôlées par Israël. Il restera quoiqu'on en ait dit quelques implantations civiles. Plus des installations militaires... Les échanges de courrier entre les USA et Israël indiquent comme solution de rapatrier 2 à 3 millions de réfugiés sur la bande de Gaza ! Pour lui, Genève est le complément concret de la feuille de route. Le but de Sharon en engageant son plan de retrait unilatéral est d'empêcher la proclamation de l'Etat Palestinien. Il attire notre attention sur un enjeu essentiel à ses yeux (sur lequel le PE pourrait se mobiliser) : la question de la tenue d'élections en Palestine, qui dégagerait de nouveaux leaderships.

17 à 19 heures : audition des auteurs du plan de Genève par la commission des affaires étrangères

Mardi soir : Emotion au sein du groupe. En effet, une **motion de censure** menace la Commission : la raison : sa légèreté, voire son incurie, face au scandale du détournement massif (des milliards d'euros !) sur plusieurs années par l'office de statistique de l'UE, Eurostat. Plusieurs collègues du groupe l'ont signée. Je ne l'ai pas fait, faute d'éléments assez précis et aussi parce que je me suis demandée si elle n'aurait pas pu être déposée plus tôt, en dehors de préoccupations électorales... Toutefois, je conçois qu'on la signe. Or, Daniel Cohn-Bendit au cours de la session plénière, contrairement à toutes les règles d'usage (telles que discuter avec les signataires au sein du groupe), a apostrophé les signataires Verts dans l'hémicycle en parlant d'une analyse idiote et hypocrite... Vraiment choquant. Les réactions au sein du groupe, quelques heures plus tard, en l'absence de DCB, seront violentes. Des excuses sont exigées, à juste titre. La co-présidente M. Frassonni botte en touche et reproche aux signataires de ne pas avoir averti le groupe....Question : faut-il laisser le monopole de la dénonciation aux populistes ?

Mercredi et jeudi : à l'exception des votes de mi-journée, je suis totalement prise par les **auditions sur la Tchétchénie** que j'ai organisées avec le soutien du groupe et la collaboration de Michael Mc GEE.

En mars, une audition avait permis d'entendre le témoignage fort et précis de la journaliste tchétchène Tamara Kalaeva et les analyses percutantes d'Hélène Blanc, chercheur au CNRS.

En avril, le propos est différent. Il s'agit d'avancer dans la **recherche d'une solution** au conflit tchétchène. Nous pensions pouvoir réunir représentants des sociétés civiles russe et tchétchène. Nous avons sous-estimé le

problème des visas. Ce sera donc pour plus tard. Nous sommes restés sur l'idée de travailler autour de la question d'un plan de paix (considérant le plan Akmadov comme le plus complet à ce jour. Voir le site).

Nos invités étaient : Akhmed Zakaev, vice-premier ministre du gouvernement Mashkadov, Ali Ramzan Ampoukaev, Vice-Président du Congrès mondial tchéchène, Saïd-Khassan Aboumouslimov, ancien Vice-Président du gouvernement tchéchène, Taïssia Izmailova, dirigeante de la diaspora tchéchène en Belgique, Anne-Marie Gilen, Pax Christi, Belgique, Daniel Pellathy, Commission américaine pour la paix en Tchétchénie.

Malgré des démarches d'urgence effectuées auprès de Michel Barnier (à qui j'ai remis une affiche entre les mains !), et Pat Cox, le Président du Parlement, A. Zakaev n'a pu obtenir de visa, au motif d'une demande d'extradition pesant sur lui. Or, les tribunaux danois et anglais n'ont pas trouvé cette demande fondée et récemment M. Zakaev a été accueilli ... au Bundestag ! Disons que notre gouvernement ne semble pas désireux de heurter l'ami russe (sic).

Au cours de ces deux jours, nous avons pu confronter les points de vue. Les propos de M. Aboumouslinov, dessinant une large fresque historique de la résistance tchéchène étaient particulièrement intéressants, montrant que la question de l'indépendance se pose dans une perspective qui va bien au-delà de la période soviétique et post-soviétique. Le lien établi avec la commission américaine pour la paix en Tchétchénie (lancée par Brezjinski, l'ancien conseiller de Carter et Alexander Haig, qui dirigea l'OTAN à la même époque) est un atout pour une action diplomatique future. Mais la dimension humanitaire est restée présente pour nous rappeler l'urgence à agir, un génocide étant en cours. Les perspectives sont de maintenir les liens, de travailler pour la constitution d'un intergroupe sur la Tchétchénie au PE dans la prochaine mandature (si Pierre Jonckheer, d'Ecolo, est réélu, ce sera assuré), de tisser des liens avec le Conseil de l'Europe, voire l'OSCE et avec le Congrès américain (par le biais de l'American Committee, instance de lobbying).

Vendredi 23 : l'audition est terminée, mais les Tchétchènes continuent à se concerter. Il était prévu qu'ils le fassent au PE. Finalement, c'est à l'hôtel que cela se passe. Plusieurs vont rester pour participer à une manifestation organisée le 28 devant le Conseil de l'Europe.

Lundi 26, Bruxelles : **commission industrie** : ma présence ne sera pas inutile. Un document qui demande de mettre en place des dispositions pour associer les Parlementaires aux négociations de l'OMC en attendant l'entrée en œuvre de la future constitution sera versé au secrétariat de la commission ad hoc lors de la prochaine mandature grâce aux interventions conjuguées du député Clegg et de moi-même. Une mini-audition est organisée sur la mise en place des plans nationaux des marchés de droits à polluer. L'impression qui en résulte est celui d'une hétérogénéité des solutions retenues, d'une résistance des milieux industriels, d'une incertitude sur l'efficacité des mesures. RDV en 2007 pour envisager les progrès et tendre à l'harmonisation européenne. Fragile espoir. A suivre absolument.

Mardi 27 : Strasbourg : **Tchéchénie** : Je rencontre plusieurs parlementaires du **Conseil de l'Europe** (lord Judd, ancien co-président du groupe Russie-APCE, Rudolph Bindig, rapporteur de la commission des affaires juridiques, promoteur de la résolution pour un tribunal international pour les crimes de guerre commis en Tchétchénie, et des droits de l'homme, Andreas Gross, rapporteur de la commission des affaires politiques sur le conflit tchéchène, Ruth-Gaby Vermot-Mangold, qui préside l'association Survie International): RDV est pris pour juin, pour organiser plusieurs rencontres et contribuer à la constitution d'un intergroupe comprenant parlementaires des deux assemblées et ONG. Nous avançons !